

LE TEMPS

matières premières Vendredi 17 mai 2013

Glencore Xstrata interpellé sur l'ex-Zaïre

Par Pierre-Alexandre Sallier

Glencore Xstrata interpellé sur l'ex-Zaïre Lors de l'assemblée générale du géant des matières premières, le départ de son président, John Bond, l'ex-homme fort de HSBC, a été annoncé. Une cotation en Suisse est évoquée. L'organisation Global Witness a demandé une «enquête indépendante» sur les conditions d'obtention des actifs miniers de Glencore Xstrata en République démocratique du Congo

Organisée à Zoug et [retransmise en direct](#), la première assemblée générale du nouveau géant des mines et du négoce Glencore Xstrata a été marquée, jeudi, par l'éviction surprise de John Bond de la tête de son conseil d'administration. L'ancien homme fort de HSBC – qui a été désavoué par huit actionnaires sur dix – sera remplacé de manière intérimaire par Tony Hayward, l'ex-patron du pétrolier BP.

Ce jeu de chaises musicales à la tête du quatrième groupe minier au monde – en défaveur d'anciens administrateurs de Xstrata – a fait passer au second rang l'évocation par son patron, Ivan Glasenberg, d'une possible cotation de ses actions sur la bourse de Zurich. Il a également étouffé les appels à davantage de transparence sur l'acquisition de ses mines de cuivre de l'ex-Zaïre.

Enquête ou pas enquête?

Un représentant de [Global Witness](#) – organisation londonienne focalisée sur la lutte anti-corruption – a, comme l'an dernier, interpellé Ivan Glasenberg lors de l'assemblée. Lui demandant s'il n'estimait pas nécessaire «l'ouverture d'une enquête indépendante» sur l'obtention de ses mines dans le bassin cuprifère de l'ex-Zaïre. Deux d'entre elles – Kansuki et Mutanda – ont été pointées du doigt il y a une semaine par l'[Africa Progress Panel, l'organisation présidée par Kofi Annan, l'ex-secrétaire général des Nations unies](#).

«Global Witness a passé beaucoup de temps dans nos locaux afin d'essayer de comprendre comment [nous] avons acquis nos actifs en République démocratique du Congo, ils ont pu passer en revue nos transactions; alors oui, nous avons été l'objet d'une telle enquête indépendante», a rétorqué le patron de Glencore Xstrata. Contacté, le représentant de Global Witness rétorque qu'une enquête indépendante signifie «un audit complet mené par un cabinet spécialisé».

ENRC dans le collimateur

Les deux concessions font partie de cinq «deals miniers» dénoncés par l'Africa Progress Panel. Le transfert de ces actifs, appartenant autrefois au géant étatique Gécamines, se serait traduit par un manque à gagner de 1,36 milliard de dollars pour le pays; le prix payé ayant été, en moyenne, «le sixième de leur valeur commerciale sur le marché», selon l'organisation.

Les trois autres mines ont été obtenues par [Eurasian Natural Resources Corp.](#) (ENRC) – groupe minier kazakh coté sur la bourse de Londres – auprès de sociétés offshore liées à l'homme d'affaires israélien

Dan Gertler, personnage clé du monde minier congolais. Or, le 10 mai, le Financial Times annonçait que le Serious Fraud Office britannique allait envoyer des enquêteurs au Congo pour se pencher sur les [agissements du groupe ENRC](#).

Jeudi à Zoug, Ivan Glasenberg s'est attaché à souligner la différence entre les situations. «D'après ce que je comprends, ENRC a racheté [ses] actifs auprès d'une société dans laquelle Dan Gertler est impliqué», a indiqué le patron de Glencore Xstrata, ajoutant que «personne n'a jamais rien prouvé de répréhensible» dans l'obtention de ces actifs par l'intermédiaire israélien. Glencore, lui, était «entré dans des sociétés dont Dan Gertler était [un des] actionnaires; par exemple dans Katanga, cotée en bourse», a dit encore Ivan Glasenberg. Il a ajouté que ces parts avaient été obtenues en 2009 en renflouant une société alors «à court de liquidité». Et que Glencore avait investi près de 3 milliards de dollars sur un site destiné à sortir 300000 tonnes de cuivre.